

Les mille sources de la Colère

N° 153

FEVRIER 2022

EDITO

Imaginez un chef de service, dans le secteur privé, qui convoquerait régulièrement ses troupes pour leur chanter ce refrain: « Vous êtes trop lents, trop chers, trop nombreux. Et paresseux. Vos arrêts maladie, c'est du bidon et vos revendications, une farce. Vous ne connaissez pas le vrai monde du travail Je vais geler vos salaires. Vous nous coûtez trop cher. Et votre convention collective, quelle plaie ! Vous êtes à la fois nuls et invirables, ce qui va souvent ensemble, d'ailleurs. Je refilerais bien votre boulot à une autre équipe, mais je n'en ai pas le droit. Là, je fais le dos rond. Mais donnez-moi le pouvoir, et je virerai avec joie 5 à 10 % d'entre vous ». L'affaire se terminerait devant les juridictions prudhommales et, très possiblement, devant le tribunal correctionnel. Ce qui ne surprendrait personne, c'est que les salariés soient considérés comme des victimes et dûment indemnisés. Que certains en sortent psychologiquement anéantis n'étonnerait pas non plus. Ce discours, c'est celui qu'entendent les fonctionnaires depuis deux ou trois décennies. En des termes moins crus, mais le fond ne varie pas en surnombre, surprotégés, improductifs, les agents sont le boulet qui ralentit l'effort national

Comment briser la fonction publique ? D'abord, ne l'envisager que sous l'angle des effectifs. Ensuite, partir du principe qu'elle ne produit rien, ou presque. Enfin, marteler un discours qui finit par la faire douter d'elle-même. C'est ce troisième élément qui paraît crucial: la controverse autour des chiffres n'est que l'habillage technique du débat. L'essentiel est d'instiller le doute, y compris et surtout dans l'esprit des fonctionnaires eux-mêmes. Toute bataille est idéologique. Il faut que l'agent finisse par en convenir : le secteur privé est plus performant, tout le temps et partout. Tant pis si cette phrase ne veut rien dire, que rien ne permet de l'appuyer, qu'elle relève plus de l'incantation que de la science : elle doit entrer dans tous les crânes, en la présentant comme une évidence (« un salarié qu'on peut licencier travaille mieux qu'un agent sous statut »). Il faut aussi qu'elle efface la proposition opposée: le public peut être plus performant que le privé. Hypothèse qui a disparu du débat politique. Elle n'est pourtant pas plus absurde que l'inverse.

La campagne présidentielle de 2017 fut le concours Lépine de la suppression de postes. Moins 120 000 par là, moins 500 000 par ici. Qui dit mieux ? Affaire conclue avec Emmanuel Macron, la France allait enfin dégraisser le mammoth. L'épidémie a calmé les ardeurs des candidats, la valeur des « premières lignes » du secteur public a été reconnue: la chasse aux fonctionnaires, si elle n'est pas close, attire moins de monde. 2022. sortie de pause enchantée dans ce long mélodrame où le fonctionnaire joue toujours soit un méchant, le profiteur en grève, soit un corniaud, l'ahuri derrière son guichet. Le voici, pour l'instant, réhabilité. Tel candidat propose « moins 2000 000 » Mais on sent que le cœur n'y est plus. L'affaire n'est plus le grand enjeu de la bataille électorale. Ce n'est que partie remise. L'offensive reprendra, suivant la même méthode rigoureuse.

Même si nous aurions pu l'écrire, même si nous partageons ce constat et, à notre modeste niveau, le style, ce texte qui nous sert éditto n'est pas de nous: Ecrit par Guillaume DOYEN, est paru ce mois ci dans la gazette des communes.

Pas de volonté de plagia, non, mais une simple démonstration que nous ne sommes pas seuls à constater le fonctionnaire-bashing ni les seuls à avoir pris conscience que la machine ne tourne plus comme elle devrait et qu'elle est en passe d'être détruite de l'intérieur. A bon entendeurs...

J'adhère en ligne à la CGT Finances Publiques >> ICI <<

Contacts

mail cgt.ddfip19@dgfip.finances.gouv.fr

tél : 07 66 81 95 30

Le juste poids

Suppression des CDIF création des SIP, du PELP, des cellules foncières, déplacement des géomètres, fusion de tout, et de rien, 1/4 de point offert au collègue qui trouvera le nombre de tonnes de documents qui ont été transvasés depuis 2007 entre les sites et les étages... attention, le poids des colonnes, des câbles et des armoires ne doit pas être pris en compte, de même que la souffrance des agents et les kilomètres des usagers.

Dégradez-vous !

Une grosse frange de la fiscalité professionnelle du département s'oriente vers le tout dégradé, et c'est assumé par le responsable local du service ! Un rapide balayage des indicateurs, une coupe franche et dégagée sur le service public, plus de personnel en salle mais un Merlan en chef assisté d'un adjoint qui ne connaîtra pas la couleur du travail, et tout ça sans touche d'essai. Une mise en pli pour faire fusionner les 2 SIE du département, ce que la lutte syndicale a empêché jusque-là, et ce sera la boule à zéro pour les usagers du département, et ce n'est même pas tirer par les cheveux !

Sans Gestion de Crise

La tension monte dans les SGC. Les missions s'empilent, les tâches s'alourdissent, les collègues sont au bout du rouleau et beaucoup n'osent pas parler mais celles et ceux qui ne se résignent pas à courber l'échine devant la terreur nous confirment que la pandémie ou que le télétravail n'y sont pour rien : les masses laborieuses sont à bout, c'est la désorganisation que nous avons dénoncée par avance : la start-up DGFIP 2.0 est plus que défailante.

Y a-t-il un comptable dans l'avion ?

Panique, les départs en retraite et suppressions d'emplois successives vont générer un déficit d'agents aptes à la comptabilité dans certains SIE. Tuyau de la CGT, c'est gratuit : un certain 2 janvier, en l'absence d'agents, c'est le Numérobis de l'époque qui s'y était collé pour débloquer Bercy. Allo Numérobis ? C'est pour un plan comptable.

Ils ont gagné !

Le grand tirage de la souscription CGT est enfin intervenu, félicitations à nos deux gagnants du département !

Caducée 2.0

La médecine de prévention est à la page et sait s'adapter à notre époque. Le mois de février nous livre une avancée sans précédent dans le monde de la santé : la consultation en audio. Oui oui, même pas en vidéo, la bande passante ne passant plus. En audio c'est suffisant et puis, comme ça vous pourrez toujours vous faire remplacer par un collègue. Ça vous gratouille ou ça vous chatouille ?

Salut, c'est pour un sondage...

Pour mieux vider la boutique ! Mais plus personne ne veut y répondre, donc malaise : la DG fait de la retape sur Ulysse pour nous inciter à participer à l'enquête de l'observatoire interne, ce levier permettant de légitimer tout ce qui nous tombe sur la tête. C'est tellement bien fichu que la réclame ne contient même pas de lien pour y accéder.

Ah, dur, dur !

Toucher le fonds

Comme nous le craignons, la gestion du fonds pour l'amélioration du cadre de vie au travail des agents tourne à la mascarade. Chefs de service qui refusent de faire remonter ce que les agents demandent, des souhaits qui relèvent du CHS, des groupes de travail qui s'enlisent et des directions qui auront le dernier mot : le cadeau empoisonné de Bercy tient toutes ses promesses, du vent et des frustrations à partager.

Améliorer le cadre de vie des agents au travail:



Bercy a validé!